

Fascisme et Racisme en Europe

Robert Kriepps

Editeur responsable:
Comité-Directeur du POSL
avec la collaboration du
Groupe Socialiste au Parlement Européen.
Layout Fern Rollinger
éditpress



Fonds Luroy 61.

LB
581
A

Difficultés d'une analyse globale

L'intérêt de tous les milieux à l'origine et à une éventuelle recrudescence du fascisme n'est égalé que par les difficultés qu'éprouvent les uns et les autres à en discuter sans passion et à exprimer le point sur lequel ils sont heureusement tous d'accord: la nécessité d'une lutte constante contre le fascisme et le racisme. Les attentats de Marseille, de Hambourg, de Bologne et de Paris ont brusquement souligné l'actualité du sujet. Ils font craindre une radicalisation des groupuscules de droite que la police politique avait cru pouvoir ignorer.

Le présent essai n'a — et ne peut avoir — la prétention d'exprimer une appréciation ralliant toutes les opinions sur les origines du fascisme et sur l'importance des vestiges dans certains états et de sa recrudescence éventuelle.

L'auteur tient cependant à affirmer que la matière lui tient trop à coeur pour qu'il n'ait pas tout fait pour se départir de convictions et d'opinions trop controversées ou trop personnelles.

Si l'une ou l'autre appréciation ne trouve pas l'accord de

tous, il n'y a à cela rien d'étonnant. Il est pourtant indispensable que l'on s'attarde plus longuement sur les pays qui ont connu encore récemment un régime fasciste. Il serait naïf de croire que tous les fascistes ont disparu comme par un coup de baguette magique le lendemain de la chute des régimes franquistes, de Salazar, ou des colonels grecs. Il est avéré qu'ils ont gardé pour la plupart leurs emplois dans la police, dans la justice, dans l'administration et dans l'économie. Il est normal qu'on le souligne dans cet exposé. Le contraire serait étonnant.

Permanence de l'attitude fasciste

Il faut se garder de l'idée que le fascisme et sa version allemande le nazisme, sont des phénomènes appartenant à une époque révolue de l'histoire politique ou à une région limitée du globe.

Le fascisme, même s'il ne peut prendre des formes diverses correspond dans son essence à une mentalité qui est permanente et omniprésente: recours à l'homme fort; primauté de l'ordre sur la justice; négation des différences sociales et économiques au sein de la communauté; réaction irrationnelle et abandon des droits civiques en présence de menaces graves; substitution d'une idéologie uniforme à un pluralisme porteur de divisions. De l'autoritarisme au fascisme il n'y a qu'un pas vite franchi.

Il ne faut pas se leurrer: la démocratie a d'authentiques ennemis. Ils sont convaincus qu'elle est la cause des „faiblesses” des régimes, qu'elle avantage les „masses” et freine des „élites”. Leurs critères de sélection sont la race, la nationalité, l'idéologie ou la détermination.

Les ennemis de la démocratie n'appartiennent évidemment pas tous au même bord. La distinction entre totalitaires et fascistes étant plus pratique que scientifique, le présent essai ne s'occupe que des formes de propagande fasciste et raciste. Ce qui rend le fascisme particulièrement odieux et dangereux, c'est d'une part la mise au ban de la communauté des

opposants, et d'autre part le principe du guide providentiel et l'exaltation de l'autorité du chef à tous les niveaux (Führerprinzip).

L'ennemi du peuple

La discrimination d'une partie de la population en raison de son appartenance idéologique, est un trait commun à tous les fascismes et conduit à la notion de l'ennemi du peuple (Volksschädling). Elle justifie l'oppression, l'exploitation, et la suppression légale des minorités déclarées inférieures ou ennemies de la communauté raciale, linguistique, religieuse ou nationale.

La cristallisation de l'idéologie autour d'une entité communautaire, nation, Etat ou race, entraîne logiquement l'amoindrissement des droits de l'individu considérés comme secondaires par rapport à ceux de l'Etat, de la Nation ou de la Race. Non seulement la volonté du chef a force de loi mais elle exige une adhésion individuelle et permanente à l'idéologie officielle par des votes plébiscitaires et des déclarations répétées de loyauté.

L'exaltation de l'idée de sacrifice et l'autorité du chef conduisent à une véritable anesthésie de la conscience individuelle et à l'émergence d'une prétendue conscience collective (Volkswille, gesundes Volksempfinden) qui sont élevées au niveau des normes juridiques.

L'exaltation des vertus viriles s'oppose à la solidarité et la compassion avec les faibles et aux principes humanistes. Sévère mais juste (streng aber gerecht) se proclame une justice orientée vers la répression, la neutralisation, voire l'élimination des délinquants de droit commun (auxquels on assimile des adversaires du régime).

L'éclosion provoquée par la crise

La doctrine considère que si la mentalité fasciste est permanente et omniprésente, le danger devient réel lorsque l'accumulation de problèmes objectivement graves sur les plans économique et politique dépasse les facultés de compréhension et de discernement de la masse des citoyens et incite des hommes politiques à démontrer que la responsabilité en incombe à la démocratie, à la tolérance ou aux faiblesses du pluralisme.

Il est symptomatique qu'entre les deux „grandes” guerres une bonne dizaine de pays européens connurent à un moment ou à un autre un régime fasciste, que d'autres y échappèrent de justesse et que dans tous les pays — à l'exception peut-être des pays scandinaves — les mouvements fascistes réussirent à ébranler les régimes démocratiques, soit à influencer leur politique de manière significative. Si à l'heure actuelle il n'y a pas de mouvements fascistes majeurs dans les pays de l'Europe, la mentalité est restée, la propagande refait surface sournoisement et des idéologies voisines tendent de s'accréditer.

Le feu couve donc sous les cendres et pourrait reprendre à la faveur de circonstances reproduisant objectivement les conditions d'avant-guerre: chômage et désespoir, division et impuissance des partis politiques, menaces de guerre, retour aux nationalismes „protecteurs”, psychose de peur et d'insécurité provoquée, entretenue et exploitée par des partis conservateurs, peuvent conduire à une nostalgie fasciste qui n'a pas nécessairement les mêmes apparences ni les mêmes slogans mais dont la symptomatologie la plus sûre est la simplification à l'extrême des problèmes et les solutions à caractère global.

Déjà nous voyons apparaître à côté des partis conservateurs traditionnels attachés à la démocratie, des partis se disant de droite et de nouvelle droite et prônant des idées fascistes tout en se défendant d'être fascistes. Ces partis extrémistes combattent avec autant d'acharnement les partis conserva-

teurs, que les partis du centre ou de gauche. Le risque est réel que les partis de droite dans le but de „récupérer” les adhérents des idées extrémistes soient portés à incliner leur politique dans un sens autoritaire.

Aussi le danger ne viendra-t-il point de quelques nostalgiques des atours d'anciens fascistes, mais plutôt de ceux qui, proposant une idéologie nouvelle se réclamant d'anciennes théories redécouvertes ou rebaptisées, revendiquent au profit de l'élite (définie selon leurs propres critères) des pouvoirs et des compétences que la multitude ne serait pas à même d'exercer.

Il faudra se méfier de ceux qui, vilipendant la démocratie, exagèrent ses faiblesses, vantent la responsabilité de l'élite et s'emploient à saper la confiance des citoyens dans les institutions.

Les problèmes sociaux et économiques, s'ils se prolongent et s'aggravent peuvent entraîner des réactions des couches sociales marginales contre des minorités qu'elles estiment soit favorisées par rapport à elles, soit responsables de leur misère.

Car très souvent il ne reste aux plus défavorisés que la prétendue supériorité que confèrent la couleur de la peau, la nationalité ou la langue. Ce sera dans les milieux les plus pauvres que la discrimination raciale risque de trouver les adeptes les plus „sincères”. Le démagogue qui dira au blanc illettré et ignorant, sans travail et sans espoir, qu'il est d'une race supérieure aura toutes les chances d'être écouté. Etre blanc sera le seul motif de fierté que la société aura laissé au marginal.

Combattre les causes plutôt que les effets

Ce sont donc moins les idéologies rebaptisées qui doivent nous préoccuper que les conditions objectives qui peuvent leur servir de bouillon de culture: la misère, le sous-dévelop-

pement, le chômage, le manque d'éducation. De même, chauvinisme et nationalisme constituent des attitudes psychologiques préparant aux discriminations raciales, linguistiques ou nationales. Il s'y ajoute l'ignorance, voulue ou non, qui prive une grande partie des citoyens des moyens de juger.

Deux autres observations s'imposent à l'égard des aspects racistes de la propagande fasciste. La première souligne que le racisme n'est malheureusement pas un phénomène limité aux idéologies et aux régimes fascistes. En effet, des attitudes typiquement racistes sont perçues au sein d'autres régimes totalitaires: l'antisémitisme en Union soviétique en est un exemple. La deuxième observation a trait à une propagande raciste sournoise et cachée qu'on peut lire entre les lignes de certains articles de journaux, dans les dialogues de films, dans les bandes dessinées et autres formes de communications de masse. C'est cette sorte de racisme qui vise surtout les travailleurs émigrés.

Ce racisme „rampant” outre qu'il constitue une discrimination injuste crée une prédisposition à des formes plus virulentes qui peuvent éclore soit sous la pression de causes économiques ou sociales, soit à la suite d'une idéologie politique, soit des deux à la fois.

Le phénomène „Holocauste”

Le feuilleton télévisé américain „Holocauste” diffusé largement en Europe a permis de situer et d'évaluer le problème à notre époque. Tout d'abord les réactions ont montré comment un fascisme renaissant voudrait réécrire l'histoire contemporaine de l'Europe. Plusieurs tentatives en ce sens ont déjà été faites. En Amérique le „Professeur” A.R. Butz a écrit „The hoax of the Twentieth Century” où il soutient que les chambres à gaz, les camps et la politique d'extermination sont des fabrications de la propagande d'après-guerre. Ce thème a été repris par „Richard Harwood” (pseudonyme de Richard Verrall), Directeur de l'Administration du Front

National néo-fasciste de Grande-Bretagne dans son livre „Did six million really die” et récemment par l' Australien John Bennett dans un article de la National Review australienne qui a reçu une large publicité. Bennett travaille au ministère public australien et son point de vue a été joyeusement diffusé par la revue „Spearhead” du Front National, qui y voyait la preuve qu'il n'existait pas de camps de la mort et que les chambres à gaz étaient une invention des alliés. Verrall lui-même a écrit dans le numéro de mars 1979 de „Spearhead” que „les critiques du racisme font valoir de plus en plus que le racisme a conduit à l'holocauste... Si ce n'est pas vrai... alors l'un des arguments les plus passionnels contre la cause du racisme apparaît comme une mystification.

L'accueil de „Holocauste” en Allemagne et en Autriche est particulièrement intéressant. La grande majorité, fascinée, a été amenée à s'interroger et à réfléchir.

Un débat sincère sur cette période apparaît comme le meilleur moyen d'empêcher définitivement le retour du racisme.

Les néo-nazis ont dénoncé ce film, où ils ont vu une conspiration visant à inculquer aux générations futures d'Allemands un sentiment de culpabilité et de désarroi. La Deutsche National-Zeitung a consacré quatre numéros à l'„escroquerie” de „Holocauste”, montée à son avis par les „chaînes de télévision sionistes” des Etats-Unis. La Deutsche Wochenzeitung a posé la question: „De combien d'avaries oseront-ils encore couvrir notre peuple avant qu'un jour nous nous dressions sur les barricades?” La revue d'extrême droite Deutsche Stimme du parti national-démocrate a publié un article de son chef Martin Muschnug déclarant que les „profiteurs juifs américains” recouraient à des histoires d'horreur pour garantir „à tout jamais l'existence de l'Etat d'Israël grâce au paiement permanent de milliards”.

Il faut remarquer que l'Allemagne fédérale avait préparé ses citoyens mieux que tout autre pays à accueillir le feuilleton télévisé. Selon une enquête de l'Institut Allenbach, le dernier

épisode a été vu par 41% des téléspectateurs, qui ont envoyé des milliers de lettres et d'appels téléphoniques, 81% ont parlé du film avec d'autres et 65% ont avoué leur profonde émotion.

La présentation de „Holocauste” en Suisse a coïncidé avec un certain nombre d'attaques à la bombe et de menaces dirigées contre la communauté juive. Des synagogues ont été profanées à Bâle, à Genève et à la Chaux-de-Fonds. Une étude exhaustive sur l'histoire de l'antisémitisme en Suisse a été publiée: le livre „Schalom, wir werden euch töten” de Max Schmid rappelle le Front national suisse d'avant-guerre et le bouclage des frontières. Un débat passionné a suivi dans la presse suisse.

En France, on estime qu'environ 25 millions de personnes ont vu „Holocauste”, qui a ouvert un débat sur le traitement réservé par la France aux Juifs pendant la période de Vichy. Le film de télévision „Les guichets du Louvre”, qui traite de la rafle des Juifs à Paris en 1942, n'a finalement été présenté dans les cinémas qu'en 1979. Ces films ont sans doute compensé l'interview tristement fameuse accordée à l'Express par l'ancien commissaire de Vichy aux affaires juives, Louis Darquier de Pellepoix, où il déclarait que „seuls les poux ont été gazés” à Auschwitz. Les photographies de cadavres, a-t-il dit, étaient des „faux”. Pellepoix a soutenu que les camps ont été spécialement construits après la guerre pour „créer partout le désordre et faire de Jérusalem la capitale du monde”.

Les nostalgies néo-nazies latentes déclenchées par Holocauste ont été révélées par les incidents auxquels a donné lieu le 90^e anniversaire de la naissance d'Adolf Hitler. Il y a eu simultanément un attentat à la bombe contre la synagogue de Vienne et des manifestations néo-nazies dans l'ancienne maison d'Hitler à Braunau. En Espagne, un certain nombre de néo-nazis ont été arrêtés à Madrid à la suite d'un attentat à la bombe contre les magasins tenus par des Juifs. En France, trois synagogues ont été attaquées et saccagées à Antibes, Cronenbourg et Sélestat. Des publications néo-nazies, telles que Notre Europe, revue de la Fédération

d'Action Nationale et Européenne ou FANE, et Défense de l'Occident, ont diffusé la propagande nazie dans l'impunité.

L'apparition d'une „nouvelle droite”

La droite néo-fasciste en France est une force négligeable politiquement. Depuis l'interdiction d'Ordre Nouveau en 1973, deux groupuscules ont participé aux élections, le Front National et le Parti des Forces Nouvelles. Aucun n'a obtenu 1% des voix. Ils n'y ont pas pris part en 1978. La revue „Défense de l'Occident” leur a vivement reproché d'être „insuffisamment fascistes”. Elle a prétendu „qu'une armée de nullités a campé sur le territoire de la droite” cherchant „une sorte de chef de police comme chef d'Etat”⁽¹⁾.

C'est sans doute la raison pour laquelle une „nouvelle droite” se révèle maintenant. Le Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne est le titre qui a servi à dégager le sigle GRECE. Il s'est manifesté dans le supplément en couleurs de „Figaro Magazine”, par une doctrine fondée sur l'eugénisme et sur la théorie de l'élite politique s'opposant à la tradition judéo-chrétienne décadente. Son inspirateur est le journaliste Alain de Benoist, étudiant révolutionnaire de 1968 qui a viré à droite. Il fait paraître la revue de GRECE Nouvelle Ecole, et il est introduit dans les colonnes du Figaro. Il prétend s'opposer au totalitarisme et à la violence des groupes de droite comme Action Française, mais ses idées sont liées à la recherche de la race supérieure aryenne, épargnée par les théories égalitaires ou par les mélanges raciaux (le groupe de recherches du GRECE a pour sigle GENE et l'une de ses récentes publications affirme que l'hybridation systématique peut être une route privilégiée vers le génocide). Plusieurs commentateurs français ont fait ressortir les liens qui existent entre les dirigeants du GRECE et le Club de l'Horloge, fort de 120 membres et fondé en 1974 par et pour l'élite des fonctionnaires français, encore que la plupart d'entre eux et

notamment le fondateur du club Ivan Blot appartiennent aux partis politiques orthodoxes de droite.

La FANE (Fédération d'action nationale et européenne), se présente ouvertement comme néo-nazie. Née en 1966 de la fusion de deux branches dissidentes du mouvement „Occident”, elle a été interdite par le Gouvernement français. Son principal dirigeant Marc Frédérixsen qui dans la revue mensuelle de l'organisation „Notre Europe” développe la théorie du „bon choix pour la race” fut poursuivi par le parquet de Paris pour „apologie de crimes de guerre et incitation à la haine raciale” et des attentats terroristes.

Que reste-t-il en Allemagne?

Le nombre de groupes d'extrême droite en République fédérale varie entre 80 et 120 selon les estimations: depuis le Parti national démocrate jusqu'aux groupuscules de quelques dizaines de membres. Tous ces groupes ont perdu des adhérents ces dernières années. Le NPD lui-même, représenté au Parlement, est tombé de 28.000 membres il y a dix ans à moins de 9.000 aujourd'hui.

Par contre, la criminalité attribuée à des néo-nazis a augmenté depuis trois ans et les autorités de Bonn se sont montrées préoccupées par le penchant grandissant de certains de ces nouveaux groupes pour la conspiration. La violence pratiquée par le terrorisme d'extrême gauche en Allemagne pourrait être contagieuse, séduisante.

Le groupe fasciste le plus important est la Deutsche Volksunion, dirigée par Gerhard Frey, éditeur munichois de la Deutsche National-Zeitung, qui tire à environ 100.000 exemplaires par semaine. La DV a son aile jeune, la Wiking Jugend. Parmi les groupes formés récemment, on compte la Deutsche Bürgerinitiative conduite par l'ancien avocat Manfred Roeder et l'Aktionsfront der Nationalsozialisten conduit par l'ancien lieutenant Michael Kuhnen.

Devant les éclats sporadiques de l'extrême droite et la multiplication plus inquiétante des violences commises par

des jeunes, le gouvernement fédéral a réagi fermement. En 1977, l'ancien chancelier Brandt a demandé des mesures contre „les ennemis néo-nazis de l'Etat”. Le Ministre de la Justice M. Vogel a demandé à tous les gouvernements des Länder de faire rapport sur les activités néo-nazies dans leurs régions. La République fédérale ne donne pas l'impression d'être incapable de venir à bout des quelque 1.500 membres actifs des groupes terroristes de gauche et de leurs sympathisants ou du millier de membres des groupes marginaux de droite.

On peut en déduire qu'en Allemagne Fédérale les sentiments néo-nazis n'ont guère trouvé d'écho, mais que leur recrudescence doit être combattue par une campagne concertée de vigilance et d'éducation politique de la part des partis démocratiques, de l'armée, des syndicats et des écoles. C'est le programme qui a été mis en chantier et il faut espérer qu'il sera poursuivi avec détermination.

Et ailleurs en Europe

L'Autriche avait connu sous Dolfuss un fascisme de son propre cru avant d'être incorporé dans l'Allemagne nazie. Les vestiges sont négligeables. Les sociaux-démocrates au pouvoir, ont récemment demandé au Congrès l'examen des origines du néo-fascisme. Car l'Autriche a son propre parti national-démocrate, dirigé par Norbert Bürger qui a recueilli 140.000 votes, ou 3,2% de l'électorat lors des élections présidentielles du 18 mai dernier et environ 1,5% des voix aux élections des étudiants de l'Université de Vienne.

La Belgique a connu une publicité peu flatteuse en raison de congrès fascistes internationaux accueillis par le VMO — Vlaamse Militante Orde — qui tire son soutien local de l'extrémisme flamand. En 1977, le VMO, groupement fort réduit sans appui dans les partis politiques, a organisé une grande manifestation près d'Ostende avec des cérémonies sur les tombes des collaborateurs nazis du temps de la

guerre. Des délégations de tous les partis néo-fascistes d'Europe septentrionale étaient présentes, car le VMO se plaît à souligner les liens raciaux qui existent entre eux et la base „aryenne” internationale des Waffen SS. Le VMO et un autre groupe néo-nazi flamand, Were Di, ont lancé dans leurs publications Eecloonaar et Humo un appel à l'amnistie des collaborateurs nazis. Il y a eu quelques attaques à main armée contre les Juifs à Ostende et Bruxelles. En Wallonie c'est le groupe „Front de la Jeunesse” qui déploie son activité et ne recule pas devant la violence.

L'Italie est ravagée depuis quelques années par les groupes terroristes de gauche et de droite. Par certains traits — la violence et l'antisémitisme — l'extrême gauche et l'extrême droite se distinguent difficilement. Elles aboutissent au même résultat: la mort et la mutilation de centaines de victimes innocentes, le dernier exemple étant l'attentat insensé à la bombe de la gare de Bologne. Le but qu'elles se proposent — le renversement des institutions de l'Etat démocratique — est le même.

Le principal parti néo-fasciste d'Italie, le Movimento Sociale Italiano, dirigé depuis 33 ans par Giorgio Almirante, a fusionné avec la Destra Nazionale en 1973. Ce rassemblement MSI/DN avait à peu près 400.000 membres, 14 sénateurs et 35 députés. Cependant, il s'est scindé en 1977 et un certain nombre de parlementaires ont créé la Democrazia Nazionale, qui se prétend exempte de fascisme ou de terrorisme. Le journal Il Borghese lui donne son appui. Quant à Almirante, il a été contraint de rechercher un rôle „européen” comme porte-parole d'une „droite classique” et non plus comme néo-fasciste.

Le carnage provoqué le 2 août 1980 par l'explosion d'une bombe à la gare de Bologne à l'heure de pointe, la technique et la stratégie qu'il traduit rappellent de près les actions précédentes de l'extrême droite italienne pour déstabiliser les institutions.

L'Espagne est sortie du long sommeil d'un Etat corporatiste sénile pour entrer dans la démocratie. La bureaucratie franquiste n'était pas vraiment d'idéologie fasciste: la me-

nace provient des néo-fascistes, comme le montrent les 100.000 personnes qui ont assisté au rassemblement des anciens phalangistes lors de l'anniversaire de la mort de Franco. Les activités des divers groupes terroristes, à part l'horreur qu'elles inspirent, ont tendance à faire oublier au grand public les exactions du régime franquiste et pourraient même conduire à une sorte de nostalgie pour „l'ordre ancien”.

Bien entendu, les forces de l'ordre et l'armée, qui sont particulièrement visées par les terroristes, sont les premières à ressentir cette nostalgie. L'assassinat de quatre juristes communistes à Atocha en 1977 illustre la détermination de la droite néo-fasciste. Pour marquer leur appui aux auteurs un certain nombre de jeunes fascistes ont envahi le campus de l'Université de Madrid en janvier 1979. Juan Rubio Gomez de la Juventud Nacionalista Revolucionaria, a déclaré au journal madrilène Interviú en mai 1979 que Fuerza Nueva était une „faction réactionnaire” et que „Hitler avait une juste vision: l'idéal de la défense de la race”. Le gouvernement espagnol a fait preuve de beaucoup d'habileté et de détermination dans le rétablissement progressif d'un régime démocratique.

L'aide prodiguée par les pays et les partis démocratiques d'Europe est un témoignage de la confiance qu'ils placent dans le peuple espagnol. La victoire du parti socialiste confirme la conviction que l'Espagne a accepté définitivement la démocratie.

Cependant elle était restée longtemps un havre de sécurité pour les fascistes européens de l'ancienne génération, comme le Belge Degrelle et le Français Pellepoix. A Barcelone, il existait un Circulo Espagnol de Amigos de Europa, CEDADE, fondé en 1965. Ses chefs de file comprenaient d'éminents exilés italiens et allemands et des vétérans de la division Azul. Ce mouvement a des liens avec le JNR et avec les guérilleros de Cristo Rey et publie de nombreux tracts fascistes.

Il y a trop de victimes du nazisme, du fascisme et du franquisme dans les divers pays d'Europe pour que l'appa-

rente tolérance envers ce mouvement ne soit pas périodiquement mise en évidence et imputée aux autorités espagnoles comme preuve d'une prétendue tolérance des idéologies fascistes. Il serait injuste de reprocher à ceux qui ont connu les prisons et camps allemands, italiens ou seulement espagnols de ne pas faire les distinctions subtiles d'ordre juridique ou politique que comporte cette situation. Une telle réaction de la part des victimes est tout à fait compréhensible et justifiable, bien que l'on puisse penser qu'elle manque d'objectivité.

La Constitution du Portugal du 2 avril 1976 s'exprime clairement: „Sont interdites... les organisations qui se réclament de l'idéologie fasciste” (Article 46.4.).

C'est toute une série de mouvements de type fasciste que la Grande-Bretagne a connu depuis la British Union of Fascists dirigée avant la guerre par Sir Oswald Mosley. Aujourd'hui, il y a prolifération de ces mouvements. Aucun d'eux n'est stable et rares sont ceux qui ont de nombreux adhérents, à l'exception du parti qui pendant quelque temps a été l'un des plus grands groupes fascistes d'Europe: le National Front.

L'antisémitisme n'est pas un phénomène particulièrement virulent dans l'Europe d'aujourd'hui. Certes les minorités juives font face à des brimades en Union soviétique et dans certains pays du Proche-Orient, mais non pas en Europe occidentale.

Par conséquent, un parti fasciste qui a besoin d'un bouc émissaire, d'une minorité étrangère à laquelle il puisse reprocher de mettre l'Etat en péril, doit chercher ailleurs. Exploitant l'arrivée massive d'immigrants en Grande-Bretagne et l'aggravation de la crise économique, le National Front s'est efforcé de dresser la population contre la minorité de couleur en Grande-Bretagne.

Ses chefs John Tyndall et Martin Webster, et son Président Andrew Fountain, sont tous des pourfendeurs de Juifs à l'ancienne mode. Fountain a perdu le droit de présenter sa candidature comme député conservateur dans les années 1940 à cause de ses discours anti-juifs. Mais il est „respecta-

ble” en comparaison avec Tyndall et Webster.

Tyndall est un antisémite invétéré qui s'est signalé avec Colin Jordan, comme l'organisateur des nationaux britanniques. (Ses premières publications étaient intitulées „The Jew in Art” et „The Authoritarian State”). Plus tard, il a entraîné le Greater Britain Movement, petit rassemblement de maniaques fascistes, dans la coalition connue sous le nom de National Front, qu'il a fini par dominer et qu'il domine encore. Son principal lieutenant, Webster, a intitulé „Why I am a Nazi” le premier écrit qu'il a commis.

La National Front a réussi à créer une réelle tension en exploitant les craintes de la communauté blanche face à l'immigration antillaise et asiatique dans les centres urbains de Grande-Bretagne. Des affiches montrent un visage négroïde déformé par l'Union Jack et rappellent les pires inventions de Julius Streicher. M. Enoch Powell, député conservateur, qui a rompu avec son parti sur la question raciale, a déclaré: „Le peuple entend les cris d'angoisse de ceux... qui ont déjà vu leurs villes changées, le lieu de leur naissance transformé en pays étranger et eux-mêmes déplacés comme par une colonisation systématique... Lorsqu'il regarde l'Asie dans les yeux, l'Anglais fait face à ceux qui lui disputeront la possession de son pays natal”. Dans un climat de chômage, de crise économique et de forte tradition, un tel langage est explosif.

Il semble qu'après une brève période pendant laquelle les circonstances économiques et sociales ont pu favoriser en Grande-Bretagne un parti fasciste sur une échelle plus grande même que le NPD ou le MSI, le National Front se fractionne en plusieurs groupes racistes.

L'augmentation récente des activités du groupe souterrain paramilitaire Column 88 (8 est la huitième lettre, H, c'est-à-dire HH ou Heil Hitler) montre que certains fascistes ne sont plus disposés à jouer le jeu constitutionnel. Column 88 a été mis en cause dans une série d'attentats à la bombe en Grande-Bretagne visant des magasins et des bureaux politiques de gauche et dépassant de beaucoup les jeux précédents du mouvement.

Les liaisons internationales

Ce type d'activités pourrait paraître négligeable s'il n'y avait de raisons sérieuses d'admettre que la vague de radicalisation constatée plus haut, cadre avec une évolution analogue sur le plan européen.

La violence extrême de la prétendue gauche sert la droite autoritaire. En un sens, l'une a besoin de l'autre. Lorsque la terreur s'en prend à la démocratie dans les rues, il y a des hommes qui en tirent argument pour effrayer leurs concitoyens et réclamer un „homme à poigne” et une „plus saine compréhension du concept de liberté”. Avec la crise économique, les minorités terroristes, qui d'abord ne sont qu'un petit bouton sur la peau de la démocratie, risquent d'infecter le corps tout entier.

Les néo-fascistes ont compris l'intérêt des liens internationaux. Les groupes les plus virulents se rendent aux réunions du VMO en Belgique. Des chefs comme Jordan et Manfred Roeder font le pèlerinage aux Etats-Unis pour obtenir un financement et un soutien du States Rights Party et des American Nazis of Lincoln, Nebraska, dirigés par le Germano-américain Gerry Lauck. Des fortes femmes méridionales de l'organisation CECADE espagnole jusqu'au siège des néo-nazis suédois à Malmö, on trouve des gens pour accueillir et organiser les allées et venues internationales.

Les chefs les plus „respectables” de l'extrême droite cherchent à donner à leurs réunions une orientation „européenne”, comme en témoigne la récente réunion de l'Europe droite à Paris à laquelle M. Tixier-Vignancourt a assisté. Leur but est d'échapper à l'étreinte des anciens nazis nostalgiques et de s'ouvrir à la droite légitime en Europe.

Le fasciste belge Léon Degrelle, condamné à mort dans son pays après la guerre, mais bénéficiant de l'asile en Espagne, a fait paraître un livre appelant la droite européenne à accepter les fascistes de la guerre comme des alliés honorables. (Ce livre comprend une lettre ouverte au pape indiquant à cet éminent anti-fasciste polonais qu'il n'y avait pas eu de

chambres d'extermination à Auschwitz!). Les néo-fascistes d'Espagne, conduits par Blas Pinar, compensent leur manque d'influence politique chez eux en accueillant la bande de garnements de la droite de toute l'Europe. Fuerza Nueva a accueilli le parti français des Forces Nouvelles et le MSI italien au cours d'un rassemblement de masse à l'occasion du troisième anniversaire de la mort de Franco qui a rassemblé une foule d'environ 200.000 personnes. M. Almirante, du MSI, comme le vétéran fasciste britannique Sir Oswald Mosley, s'efforce de se présenter tout simplement comme un „bon Européen” et de faire passer les rassemblements néo-fascistes pour des réunions de gens appartenant à la même famille des conservateurs.

Conclusion

Il serait prématuré d'affirmer qu'une grande recrudescence de l'idéologie fasciste ou raciste se prépare dans l'Europe d'aujourd'hui. Quelques observateurs pensent que les chances réelles du néo-fascisme se présenteront peut-être à un certain stade d'avancement dans les pays en développement. Il est bon de laisser le dernier mot à M. Paul M. Hayes, qui dans la revue de l'Institute of Jewish Affairs (juin 1979) écrit: „Les perspectives de recrudescence du fascisme en Occident apparaissent... assez faibles... On peut imaginer que cette agitation (occidentale) puisse aboutir à un nouvel autoritarisme de type fasciste et aucun pays d'Occident ne peut écarter cette éventualité. Ceci dit, il est peu probable que le fascisme nous mette sur la voie de la solution au problème de la démocratie occidentale”.

Pourtant, il y a assez d'exemples récents de fascisme et de racisme pour penser que, bien qu'ils ne représentent pas une menace importante en eux-mêmes, ils nous font voir que l'indifférence et la tolérance sont peut-être des réactions déjà dépassées. Lorsqu'il y a violence, comme ce fut le cas à de récentes réunions du National Front et du NPD, nos Etats

membres doivent examiner dans quelle mesure la liberté de réunion est compatible avec la volonté d'intimider les autres ou de provoquer la violence. Lorsque les écrits racistes circulent librement en calomniant grossièrement et en menaçant les minorités, nous devons nous demander quel peut être le prix de cette liberté.

Il n'y a pas de diagnostic sûr pour savoir à partir de quel moment un groupe à idéologie fasciste ou raciste plus ou moins fantaisiste est susceptible de devenir un danger réel. A relire l'histoire et surtout l'origine des mouvements fascistes et nazis des années 1920, on éprouve encore aujourd'hui des difficultés à comprendre ce qui fut pourtant une dure réalité, se soldant par quelque soixante millions de morts.

Il n'y a pas de théorie scientifique précise sur les conditions pouvant donner naissance à un mouvement fasciste susceptible d'exercer une influence réelle dans une société. On ne connaît pas tous les ingrédients, ni surtout le dosage.

La prévention ne peut être la mission des seuls sociologues ou politologues. C'est la responsabilité de tous les citoyens et surtout des hommes politiques et des gouvernements.

La lutte contre la recrudescence du fascisme et du racisme c'est le perfectionnement de la démocratie dans le sens le plus complet du mot.

Il faut dépasser la démocratie politique classique et incorporer de nouveaux domaines dans la pratique des principes démocratiques.

Il faut surtout améliorer le fonctionnement des institutions démocratiques, intensifier la participation du citoyen, lutter contre la désaffection du public pour les problèmes politiques.

Il faudra plus de justice sociale et plus de sécurité économique. L'homme qui a peur pour sa subsistance, son emploi, l'homme qui a peur du voisin avec lequel il est en compétition pour son existence, cet homme-là raisonne mal, juge mal et choisit mal. Cet homme-là risque de suivre le démagogue qui flatte ses instincts et promet la protection de l'homme providentiel.

L'adaptation souple mais rapide des institutions aux données nouvelles évitera les tensions et préviendra les contestations de la légalité formelle en divorce avec les réalités nouvelles.

La pratique par tous les partis politiques d'une politique vouée à la recherche d'un maximum de convergences et de solutions justes, la pratique d'une solidarité sociale active et l'accès de tous à la culture, à l'enseignement et à la justice dans la mesure des possibilités sont les meilleurs moyens pour lutter contre le fascisme et pour prévenir les théories et les pratiques racistes.

Les gouvernements démocratiques des pays ayant connu des régimes fascistes réagissent en général de la manière et avec la rapidité voulues.

Les interdictions légales de partis, de publications et de manifestations fascistes, si elles sont de nature à apaiser certains, apparaissent cependant d'une manière générale peu adéquates pour lutter contre des phénomènes politiques. Il importe avant tout que les partis politiques démocratiques fassent front et résistent à la tentation de „récupérer” certains slogans dans l'espoir de récupérer quelques électeurs.

Les erreurs monumentales de Giolitti, de von Papen et de Hugenberg sont là pour nous rappeler l'inanité des tentatives de composer avec les fascistes. La Harzburger Front mériterait qu'elle soit analysée dans les cours d'histoire contemporaine.

De même, le déplorable slogan du „social-fascisme” illustre parfaitement l'état d'esprit borné d'une certaine gauche qui devait par la suite payer lourd tribut au nazisme.

Du fait qu'il n'y a pas de méthode sûre pour déterminer les conditions d'éclosion et de réussite d'un mouvement fasciste, et eu égard aux indicibles malheurs que le monde a subis de la main des Mussolini et Hitler, une vigilance permanente est nécessaire. Plutôt que d'incriminer les réactions épidermiques des défenseurs de la démocratie, les hommes politiques doivent dénoncer toute recrudescence et toute manifestation de théories ou de réactions fascistes.

Il n'y a pas de raison palpable de craindre que les mouvements fascistes ne puissent sortir demain de leur rôle marginal. Mais il ne faut pas oublier que les réactions autoritaires et fascistes restent possibles lorsqu'aux problèmes économiques et sociaux graves vient s'ajouter la conviction erronée du peuple que la démocratie n'est pas en mesure de les résoudre. Les inégalités sociales, le manque d'instruction, le chômage, les injustices dans la répartition des charges et le sentiment d'insécurité, s'ils ne sont pas les causes uniques sont cependant parmi celles qui favorisent l'éclosion et la prolifération des idéologies provoquant des réactions irrationnelles de peur, d'humiliation ou de vengeance. Une plus grande justice sociale, une meilleure éducation et une coopération internationale respectueuse des droits des peuples sont les meilleurs moyens pour prévenir le fascisme et le racisme.

Robert Kriepps